

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, —	30
Faits divers, —	75

RESERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 7 AOUT

La dégringolade universitaire

Les succès que remportent les établissements congréganistes chaque fois qu'ils se trouvent dans des conditions de lutte à peu près loyale en présence de leurs rivaux universitaires, expliquent, sans la justifier, la haine folle que leur témoignent les bouzinguots libre-penseurs.

Lorsqu'il s'agit de l'admission aux Écoles du gouvernement : Polytechnique, Saint-Cyr, Navale, ce sont toujours les élèves des Jésuites et des Maristes qui tiennent la tête.

C'est même pour ce motif que le jacobin Burdeau, actuellement rapporteur du budget, avait un jour proposé d'interdire l'entrée de toutes les écoles du gouvernement aux candidats provenant des institutions ou collèges dirigés par des prêtres.

Aujourd'hui encore le résultat du concours général de tous les collèges de Paris et Versailles consacre une fois de plus l'éclatante supériorité de l'instruction fournie par les ecclésiastiques sur celles que l'on acquiert dans les lycées de l'État.

Samedi a eu lieu à la Sorbonne l'ouverture des boîtes du concours général.

Ont obtenu :

	Prix	Acces.	Nomin.
Stanislas	20	50	soit 70
Louis-le-Grand	14	48	— 62
Condorcet	13	38	— 51
Janson-de-Sailly	4	23	— 27
Hoche (Versailles)	3	17	— 20
Henri IV	5	14	— 19
Charlemagne	4	12	— 16
Saint-Louis	2	9	— 11
Michelet (Vanves)	0	10	— 10
Lakanal	3	4	— 7
Rollin	3	3	— 6
Buffon	0	1	— 1

Il résulte de cette statistique que le collège STANISLAS a remporté un peu moins du quart des récompenses à lui seul.

Nos oppresseurs, en imposant les contributions de 200 millions, soi-disant pour l'instruction publique, n'arrivent qu'à faire battre pitoyablement et à plate couture leurs élèves par ceux des « cagots », des « capelans », des « soutaniers », des « raticjons » — car tels sont les termes qu'on emploie pour désigner les ecclésiastiques les plus respectables. C'est sur le terrain choisi par eux que les victimes de la laïcisation administrent raclée sur raclée à leurs ennemis.

Et pourtant les collèges congréganistes ne reçoivent aucune subvention de l'État. On les écrase, au contraire, d'impôts.

En pleine terreur jacobine et athée, c'est donc encore la religion qui domine ; c'est elle qui relève l'instruction publique, de même qu'elle empêche l'armée et la marine de décroître !

Et c'est encore par la religion que la France un jour se relèvera de l'avitissement où ses maîtres actuels la tiennent.

Honneur à la religion !

C. BLANC.

Le collège Stanislas vient donc de remporter au concours général un éclatant succès. Depuis plusieurs années, il en est le même. On sait

que le collège Stanislas, bien que rattaché à l'Université par un contrat particulier, est dirigé par des ecclésiastiques.

Le collège Stanislas ayant pris la tête de tous les lycées de Paris, quel scandale ! A propos du discours prononcé lundi à la Sorbonne par M. le ministre de l'instruction publique, un journal républicain, le *Mot d'Ordre*, dit aujourd'hui :

« Le magnifique langage du ministre ne saurait effacer la douloureuse appréhension que font naître l'accaparement des places par les lauréats des jésuites, l'infériorité patente de l'Université et la supériorité des établissements d'enseignement dirigés par des prêtres. Tant que l'Etat, pour se défendre, n'aura pas refusé l'accès de ses écoles supérieures aux candidats qui n'auront point passé par ses écoles secondaires, on pourra faire et entendre de très beaux discours à la Sorbonne, mais le soir du grand concours, comme Stanislas rira sous cape ! »

Évidemment, il n'y a qu'un moyen d'en finir ; M. Ranc l'indiquait hier, le *Mot d'Ordre* y revient aujourd'hui. Quand on a des adversaires dont on ne peut avoir raison, on ne discute plus avec eux, on les supprime !

LES DROITS DES ASSEMBLÉES

M. Boulanger a apporté dans la discussion du projet de loi sur les contributions un argument auquel sa nouveauté, on pourrait dire son originalité, n'enlève rien de sa force. Le droit de répartition conféré aux conseils généraux n'est pas, a dit M. Boulanger, un vain mot. C'était une garantie sérieuse que l'on entendait donner aux citoyens, et depuis lors, tous les gouvernements l'ont si bien compris qu'aucun n'a songé à y toucher... Faut-il oublier, a ajouté l'orateur, que nous sommes en un temps où l'on ne cesse de réclamer la décentralisation, et c'est ce moment que vous choisiriez pour enlever aux Conseils généraux une de leurs principales prérogatives ?

« Il s'agit de la réforme de l'organisation départementale, de la suppression des garanties accordées aux citoyens et de la déchéance de nos Assemblées départementales. Ne laissons pas découronner nos Conseils généraux, ne laissons pas porter atteinte à la vie locale. »

Cette excellente argumentation n'a pas convaincu le Sénat. Elle n'en demeure pas moins très forte et très vraie.

Seulement, ce dont M. Boulanger ne semble pas s'être rendu compte, c'est que le gouvernement républicain obéit, en cette circonstance, à une sorte de fatalité de situation. Il a commencé par restreindre les pouvoirs du Sénat et a eu pour complice une partie du Sénat lui-même. Il devait arriver qu'un jour il s'en prendrait aux Conseils généraux. Petit à petit, pas très lentement même, mais sûrement, on en viendra à ce que tout le pouvoir résidera dans la Chambre des députés. On sait d'autre part que, en France tout au moins, l'omnipotence d'une assemblée unique finit toujours par conduire à l'omnipotence d'un homme. C'est ainsi que le Césarisme est en quelque

sorte la conclusion de la République. C'est vers ce but que nous marchons et chaque heure qui s'écoule rapproche le moment où ce qu'il y aura de plus menacé et de plus contesté en France, ce sera la liberté des citoyens.

A LA CHAMBRE

Séance d'hier mercredi. — C'est au milieu d'une atmosphère lourde que les députés ont attendu avec impatience le retour du Sénat de la loi des quatre contributions.

Chacun, lassé, brisé, fatigué, somnolait en attendant le retour de M. Rouvier, et considérait avec impatience l'horloge.

Quelles que soient les modifications votées par le Sénat, il est évident que la Chambre les adoptera toutes, dans sa hâte de prendre enfin ses vacances.

Pour ne pas entamer la discussion d'une loi sérieuse, les députés ont accepté d'expédier hâtivement quelques questions, aussitôt transformées d'ailleurs en interpellations.

Mais, profitant de la torpeur dans laquelle étaient plongés leurs collègues, quelques députés ont essayé d'enlever des votes du crédit.

C'est ainsi que M. Reinach est venu demander un crédit d'un million pour les départements inondés.

Avec raison, M. de Kergariou a fait remarquer à la Chambre qu'ils était préférable de consulter préalablement les Conseils généraux ; ceux-ci peuvent mieux établir les sommes qui doivent être distribuées dans les départements.

Avec plus de raison encore, M. de Bernis a fait ressortir que cette consultation des Conseils généraux s'impose, car trop souvent les fonds ainsi votés sans discussion, sans contrôle, sont réservés aux ressources électorales.

Sans s'arrêter à ces justes considérations, la Chambre a repoussé, par 324 voix contre 168, la proposition de M. de Kergariou, et elle a écouté, au milieu d'une douce somnolence, les récriminations des députés ouvriers contre les compagnies minières et les explications confuses de M. Yves Guyot.

Si le grison a éclaté, d'après M. Audiffred, c'est la faute de l'administration et de la Compagnie. Le ministre des travaux publics s'est défendu et il a défendu son administration.

Les déclarations ministérielles n'ont point satisfait M. Baudin, député révolutionnaire, qui a réclamé une enquête parlementaire sur les causes de l'accident du puits Villebœuf.

De son côté, avec véhémence, M. Laur s'est élevé contre les exploitants qui ne font point, selon lui, leur devoir vis-à-vis des ouvriers employés par eux, et il a critiqué à la fois le mode d'aéragé des mines et le système des lampes employées.

Comme conclusion, M. Laur a demandé au ministre d'appuyer la proposition de loi déposée par lui et tendant à établir un prix de cent mille francs à accorder à l'inventeur de la meilleure lampe minière.

M. Yves Guyot a trouvé qu'une enquête parlementaire était inutile.

A quoi M. Dumay a répondu qu'elle était nécessaire.

Enfin, malgré les efforts du ministre la Chambre a adopté par 246 voix contre 214 la priorité pour un ordre du jour de M. Maujan tendant à nommer une commission parlementaire de onze membres chargée de rechercher les causes de l'accident du puits Villebœuf.

Tandis que M. Yves Guyot, désolé de cet échec, demeurait affaissé sur son banc, la nouvelle se répandait que la loi des quatre contributions était enfin votée par le Sénat et un sourire s'épanouissait sur le visage de tous les députés.

ÉTRANGER

UN INTERVIEW

Un collaborateur de l'*Indépendance* a interviewé à Ostende un officier de la suite de l'Empereur. La première partie de cette conversation a porté sur le caractère de l'Empereur et sa politique. Elle n'offre rien de bien nouveau. La seconde est plus intéressante :

« L'Empereur devant traverser la Manche, a dit l'officier allemand à son interlocuteur, n'a pas voulu passer devant Ostende sans saluer votre souverain, pensant qu'il devait ce témoignage de courtoisie à un monarque qui a un peuple auquel l'Allemagne porte de vives sympathies. Ne cherchez pas autre chose, il n'y a rien de plus dans le détour qu'il a fait. »

« L'année prochaine, nous irons en Espagne et dans la Méditerranée. Nous y serions déjà allés si les machines du *Hohenzollern* avaient pu supporter un si long voyage après celui que nous venons de faire. »

« Je fis alors remarquer à mon interlocuteur qu'il avait même été question dans certains journaux d'un voyage à Paris. Mais il m'affirma que, pour le moment, cette rumeur était certainement inexacte. Tout à coup, il devint rêveur. »

« Après tout, dit-il, qui sait ? L'Empereur est un esprit très hardi. Ce qui est invraisemblable peut, avec lui, devenir vrai. L'Empereur veut la paix, il n'est rien qu'il ne fasse pour la conserver. S'il croyait qu'un voyage à Paris put être considéré là-bas, non comme un acte de vaine gloire ou de bravade, mais comme une preuve de son vif désir de vivre en paix avec la France, il n'hésiterait pas à y aller. »

Qui aurait dit que Guillaume II, le sous-officier batailleur, se changerait ainsi en messager de paix ?

BULLETIN FINANCIER

Paris, 6 août 1890.

La tenue de nos rentes est toujours excellente, c'est ce que nous sommes forcés de répéter. Le marché est calme. Le 3 0/0 finit à 93.60 ; le 4 1/2 0/0 est à 106.30.

La fermeté de nos fonds d'Etat profite aux valeurs de nos établissements de crédit qui ont tous une tendance très bonne. Le Crédit Foncier, qui a dans sa dernière séance hebdomadaire autorisé pour 5,060,639 fr. de nouveaux prêts, fait 1,250 en clôture. Les obligations foncières et communales sont toujours recherchées de l'épargne. La Banque de Paris et des Pays-Bas est solide à 803. La Banque d'Escompte se négocie aux environs de 506. Le

